Altice - Partage des richesses
Groupe en danger ?

22 septembre 2022

Le 28 aout 2022, un mail laconique de la présidence d'Altice France informait les salariés du groupe du départ de Grégory Rabuel, PDG d'Altice France et de SFR.

Cette décision, d'où qu'elle vienne, est pour le moins soudaine !
Nous voyons par ailleurs, au travers des récentes nominations et autres départs forcés, que la direction a des tiroirs pleins de réorganisations à venir...

A peine 2 jours avant, *RedPacket Security,* site spécialisé dans la sécurité informatique, **révélait que Altice International était victime d'une attaque de ransomware depuis le 9 août.**
Le groupe ayant mené cette attaque a publié (dit-il) 25% des documents hackés.
De son côté, le média reflets.info, journal d'investigation et d'information sur le hacking, a eu accès aux documents. Ces derniers "*permettent d'entrevoir le fonctionnement d'Altice, un empire tentaculaire à l'architecture opaque*"

En parallèle l'agence de notation "Standard & Poor's" déplore également "*un manque de transparence*", "*L'intérêt de l'actionnaire passe avant celui des créanciers*". **Le CSE-Central ne devrait-il d'ailleurs pas déposer un droit d'alerte Economique** comme le prévoit le Code du Travail ?

Certains, diront, et alors ?
Chez SUD, nous pensons que tout cela est très certainement lié. Et ce qui nous inquiète, c'est la santé économique du groupe et de SFR. La hausse des taux d'intérêt met sous pression les groupes fortement endettés comme le nôtre.

Et comme tout fonctionne à l'envers dans le groupe Altice, bien qu'il soit très fortement endetté (58.5 milliards de dollars (source bloomberg) dont 23 milliards d'Euros rien que pour SFR), **les dividendes pleuvent** (4.7 milliards en 2021 coté SFR) ! Le couple Drahi / Pereira ne serait-il pas en train de tuer leur poule aux œufs d'or ?

L'échec de la fusion entre TF1 et M6 devrait faire capoter le rachat de TFX et 6Ter par Altice ce qui devrait donc permettre au groupe Altice de ne pas s'endetter encore plus, mais il faut rester vigilants car l'appétit insatiable de l'actionnariat pourrait les pousser à vouloir racheter M6, ce qui augmenterait donc les risques liés aux endettements colossaux !

Côté salariés, suite à l'attaque subie par ransomeware, on reste dans le management par la terreur. Au travers d'un mail envoyé par l'UNSA, Arthur Dreyfus, PDG de Altice France, met la pression sur les salariés du groupe. Il précise en effet que le groupe Altice France mène des actions juridiques, incluant du pénal, contre " *toute personne ou entité qui serait amenée à diffuser tout ou partie des informations frauduleusement extraites lors de cette cyberattaque* "...
La charge de travail ne diminue pas, la désorganisation générée par le Plan de Départs "Volontaires" se poursuit avec les impacts délétères que l'on connait coté salariés (que l'on travaille pour SFR ou un de ses prestataires), mais également coté clients. A commencer par la cascade de la sous-traitance avec au final, des répercussions énorme sur la qualité du service rendu (Exemple, Fibre optique : friture sur la ligne).

Fort de ces constats, nous pourrions imaginer une refonte du "logiciel" coté direction. En ré-internalisant les activités au sein de SFR, en donnant plus de moyens aux équipes. C'est malheureusement tout le contraire.

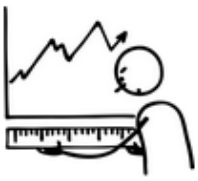
Exemple, côté DSI, avec le projet Apolo (voir le focus en fin de mail). Il nous est présenté comme voulant répondre à des soucis comme le départ des développeurs prestataires travaillant dans nos locaux mais qui préfèrent devenir indépendants plutôt que d'accepter des propositions d'internalisation.

Par ce projet, au lieu de proposer des contrats et conditions de travail attractives aux collègues développeurs, la direction demande aux équipes d'envoyer ces activités en "offshore", chez Intelcia Maroc. Mieux encore, si les profils proposés par Intelcia Maroc ne vont pas, la direction ouvre la possibilité de passer via AKKA Espagne ou AKKA Pologne !

A courir après les économies, SFR ouvre de nouveaux risques informatiques en envoyant ces activités en dehors de nos locaux.

SUD dénonce une fois de plus l'enrichissement personnel de certains au détriment des salariés, au détriment des usagers et au détriment du groupe et de ses entreprises !

"Avec tout le pognon qu'on va économiser, on va pouvoir se payer une augmentation sur le dos des salariés qui n'en auront pas mdr !"



Vous aussi vous ne vous retrouvez pas dans ce modèle ? Vous perdez tout sens au travail ? Vous avez à cœur de faire évoluer tout cela ? Rejoignez-nous en vous inscrivant sur notre newsletter, en adhérant, en militant...

Les revendications de SUD :

-Des augmentations de salaire substantielles, qui intègrent l'inflation, voire en la dépassant,

-Partage du temps de travail, 32h / semaine sur 4 jours sans perte de salaire, une avancée sociale ET environnementale,

-Proposition de passage à temps partiel 24h00/semaines pour les parents d'enfants de moins de 6 ans sans perte de salaire,

-Congés menstruels pour les femmes en ayant besoin sur une base déclarative,

-Prise en charge réelle des frais liés au télétravail (nos factures énergétiques explosent, SUD demande 5€/ jour télétravaillé,

-Réel équipement des salariés en télétravail (Chaise, bureau, écrans….) Au standard de l'entreprise,

-Alignement des salaires brut avec le SMIC ou les minima conventionnels en adoptant la solution la plus favorable aux salariés (principe de faveur),

-Alignement par le haut des salaires femmes/hommes pour mettre fin à cette différence inacceptable de 700€/mois sur le salaire moyen (Bilan Social de 2020) avec mise en place d'un observatoire de l'égalité hommes et femmes doté de moyens,

-Harmonisation par le haut des différents statuts encore présents dans l'entreprise suite aux différents rachats. Deux salariés de la même équipe doivent avoir des primes, accord temps de travail... identiques,

-Rapport de 1 à 5 entre les plus bas et les plus hauts salaires,

-La fin de l'enrichissement personnel de l'actionnariat au détriment de l'entreprise et du groupe,

-Remboursement régulier de la dette qui pèse sur le groupe et l'entreprise,

-Fin de la sous-traitance (qu'elle soit 'interne' ou externe) à tout-va, qui, en plus de créer du dumping social, est catastrophique pour le service rendu aux usagers,

-Ré-internalisation de toutes les activités liées aux Télécoms ainsi que les salariés concernés au sein de l'UES SFR

-Reconnaissance de la pénibilité du travail des techniciens.

Le 29 septembre 2022, un appel à mobilisation interprofessionnel est lancé par plusieurs structures syndicales **dont SUD au travers de notre Union Syndicale Solidaires.**

SUD SFR appelle les salariés de l'UES SFR à se mobiliser en rejoignant les mobilisations organisées dans toutes les grandes villes.

GREVE MODE D'EMPLOI

Focus sur le projet APOLO coté DSI

Depuis un an environ, certains d'entre nous avons été conviés à des réunions informatives durant lesquelles il nous a été communiqué que les prestations de services sur site doivent être transférées chez Intelcia en offshore, principalement au Maroc à des fins de consolidation et de réduction des coûts.

Pendant ces réunions des sujets tels que la rédaction des documents concernant les projets transférés devront se faire exclusivement en Anglais par exemple sans se soucier des formations correspondantes, et de préciser que les échanges se feront uniquement en visio et par le biais des outils bureautique, supprimant de ce fait tout contact humain tel que nous étions habitués à avoir avec nos collègues prestataires.

Ces pratiques ont évidemment pour but de réduire les coûts. Sommes qui augmenteront les dividendes versés. Mais ces pratiques vont surtout générer de la casse sociale, et un changement dans les habitudes de travail, mais quid de la qualité ? y a t on pensé ?
Quid de la sécurité des données de SFR ? Aller vers du développement offshore sur des domaines d'activité tels que le S.I (Système d'Information) intervenant sur des bases de données sensibles (dont les bases clients) est en complète contradiction avec la volonté de SFR en matière de cybersécurité !

Par le passé SFR voulait aller vers un modèle dans lequel nous serions maitres de nos données et de nos développements en réalisant la majeure partie de nos activités techniques en interne, et ce afin d'éviter de devenir dépendant d'une entité tierce, et d'éviter les fuites. Or aujourd'hui on se retrouve dans une situation totalement opposée.

Nos actionnaires et dirigeants appellent cela la "transformation", mais il s'agit plutôt d'un retour à la case départ, avec en plus une casse sociale, des risques industriels et une nouvelle baisse de la qualité de services rendus aux usagers.

Aujourd'hui, SFR décide de faire des économies au détriment de la qualité et de la sécurité, est-ce là l'image que l'on veut donner de notre entreprise ?

On nous dit déjà par mail de ne pas ouvrir les fichiers en pièce jointe et d'avoir une pensée sécurité, mais qu'en sera-t-il des postes des personnes qui développeront en offshore ? Même munis d'un VPN, une fois les données sur disque, en offshore, que peut-il arriver ?
De plus aller vers du tout offshore est un nouveau risque de revoir nos emplois détruits encore une fois.

Mail : sudsfr@sudptt.fr
Contact : http://bit.ly/sudsfr
Yann Raffaud : 06 46 48 54 80
Emile Alabassi : 06 01 88 16 34
Frédéric Vanden-Bil: 06 27 30 18 44